

Entretiens MED2050

Cette interview a été réalisée dans le cadre de l'exercice de prospective participatif MED 2050. Elle permet d'alimenter le module 1, notamment en questionnant les personnes interviewées, membres du réseau élargi de prospective, sur les signaux faibles et facteurs de ruptures qui émergent sur le bassin méditerranéen. Cette interview fait partie d'une série d'entretiens réalisés par Anna Goubert, qui travaille à la construction et l'animation du réseau MED 2050. Des extraits de ces entretiens apparaissent dans la 1ère Newsletter MED 2050. D'autres entretiens seront menés tout au long de l'exercice, pour alimenter les modules suivants.



Samir Grimes

Maître de Conférences à l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral, Alger

Comment décririez-vous la mer Méditerranée en 3 mots ?

Complexe – Intégration – Incertitudes.

Comment voyez-vous l'évolution des usages et des pratiques en mer Méditerranée ces dernières années ?

La diversification des usages en mer et à terre va extrêmement vite (plus vite que nos capacités de planification intégrée). Les rapports entre les nouvelles activités en mer et les anciennes ne se font pas toujours bien (les considérations relatives aux interactions terre-mer sont très faiblement prises en compte dans de nombreux pays de la rive sud de la Méditerranée, faute de prise de conscience, d'outils adaptés et de capacités humaines). L'approche intégrée est une de nos faiblesses structurelle dans la gouvernance maritime et côtière de nombreux pays en Méditerranée. Les activités émergentes en mer vont avoir un impact sur terre et vont faire intervenir des acteurs méditerranéens et non méditerranéens nouveaux parfois « puissants », en particulier du secteur économique privé. Les investissements sont très lourds en Méditerranée :

Exemple 1 : Port de Tanger Med, au Maroc, sur le détroit de Gibraltar

Exemple 2 : Le Nouveau Grand Port Centre d'El Hamdania en Algérie qui est réfléchi pour relier l'Europe et l'Asie, notamment à l'Afrique subsaharienne. Cette importante infrastructure portuaire devrait impacter économiquement et socialement 7 pays d'Afrique.

Ces nouvelles activités ont un impact social, économique mais aussi culturel (on ne le voit pas forcément aujourd'hui) : exemple des routes transahariennes qui vont générer de nouveaux comportements, de nouvelles cultures, des changements dans le rapport des gens à leur environnement...

Que pouvez-vous me dire de l'interface terre-mer en Méditerranée ? Quelle définition, quelle(s) évolution(s) ?

Avant, l'échelle de l'interface terre-mer en Méditerranée était réduite, on voyait en même temps la mer et le continent. Aujourd'hui, on prend davantage en compte le développement économique et social lié à cette interface, donc l'échelle s'agrandit. Définition de l'interface terre-mer : espace d'opportunités économiques et sociales et de rapprochements.

Comment évoluent les pressions sur cette interface et comment sont-elles scénarisées ?

Les pressions sont grandissantes et sans cesse diversifiées. Les scénarios optimistes ont été dépassés. Tous les scénarios ne sont pas faux, mais globalement en Méditerranée, il y a un manque de capacités de scénarisation et d'anticipation, en particulier faute de données fiables et complètes. L'essentiel des scénarios établis à ce jour sont thématiques et ne portent que sur un segment spécifique (tourisme, pêche, biodiversité, changements climatiques, énergie...). Très peu de scénarios ont été développés en intégrant en même temps la pollution, le chômage, le coût de la santé et les effets des changements climatiques, par exemple. Cette situation est aggravée par les facteurs d'incertitudes nombreux dans la région, y compris les facteurs politiques et géopolitiques. Peu de spécialistes croisent les analyses pour mettre en avant les effets combinés entre les différents scénarios (environnemental, migratoire...). Cela traduit d'un problème de modèle, d'approche méthodologique, de paramètre et d'échelle utilisée. Autre problème : il y a un fossé entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest de la Méditerranée : avec quoi remplit-on les vides lorsque l'on n'a pas les données, les ressources humaines ou les systèmes de production de données nécessaires ? Ce sont quasiment toujours les experts des pays du Nord qui scénarisent le futur de la Méditerranée, alors qu'il existe beaucoup de personnes compétentes ailleurs.

Selon vous, quels sont les signaux faibles et facteurs de ruptures qui émergent sur cette interface terre-mer, et pourraient mener à des changements à court, moyen ou long terme ?

Une Méditerranée ne peut pas prospérer au Nord et pas au Sud, à l'Ouest et pas à l'Est. La prospérité de la Méditerranée doit être totale, ou tout le monde en subira les impacts et les effets indésirables. L'exemple du chômage des jeunes est un signal faible qui démontre bien le caractère systémique des problématiques : un jeune qui a un confort économique et social n'est pas tenté d'aller chercher le corail rouge (espèce protégée) en mer, ou d'immigrer illégalement. Le développement durable ne doit pas oublier le développement tout court et la durabilité ne doit pas non plus négliger les bases du bien-être social. La littoralisation provoque aussi de gros changements sur l'interface terre-mer: énormément de mesures réglementaires, institutionnelles, des agences spécialisées et dédiées au niveau des pays et de la région sont mises en place... Nous sommes de plus en plus nombreux à vivre près de la mer et de ses ressources. Problème : on crée des lois, mais pas le cadre qui va avec, et qui permet la mise en œuvre de ces lois. Promulguer une loi est une chose, mais il faut la volonté politique d'y aller, et les conditions opérationnelles pour la mise en œuvre. Aujourd'hui le poids des lobbys, des acteurs économiques formels et informels est trop important pour que les lois deviennent effectives. Dans beaucoup de pays aujourd'hui, il existe des lois et une volonté politique « affichée », mais pas de systèmes de contrôle et de surveillance, pas de moyens nécessaires ou de ressources humaines. La fiscalité environnementale et écologique qui a été légiférée dans de nombreux pays n'est pas accompagnée d'un véritable dispositif qui permettrait de la recouvrer et surtout de s'assurer que la pénalisation des actes de transgression de la loi est effective et génère des ressources financières pour appuyer la mise en œuvre des politiques environnementales dans le pays. L'arrivée de nouveaux acteurs sur l'interface terre-mer, comme ceux de la médecine et de la pharmacie, des biotechnologies marines, des transformations alimentaires humaines et animales, les énergies marines offshores, pétrole, gaz et mines, sont aussi des signaux faibles importants. Beaucoup d'argent est investi dans les laboratoires de recherche pour de nouveaux médicaments ou dans les explorations offshore... Peut-être cela va-t-il encourager une extraction abusive et illégale d'espèces aujourd'hui pas comestibles par l'Homme, mais pouvant rapporter à ces nouveaux acteurs ? Ou engendrer des plateformes offshores nombreuses et pas suffisamment contrôlées avec les effets que l'on peut imaginer négatifs sur les habitats et les ressources marines vivantes ?

Quelles pistes de solutions pour prévenir les effets négatifs de ces signaux faibles ?

Les différents intervenants internationaux et régionaux (les centres du PAM, l'UpM, MedPan, l'IUCN, la FAO, les programmes européens...) doivent renforcer leur collaboration et mieux se servir des synergies de leurs travaux, au quotidien, afin d'améliorer l'intégration et d'éviter les duplications. Il est nécessaire de travailler de manière intégrée, coordonnée et cohérente sur des cibles, des objectifs communs, afin notamment d'utiliser de manière plus efficace les ressources financières, peu disponible en Méditerranée. Allouer davantage de ressources à la veille permettrait de mettre en avant les points de rupture qui peuvent ressortir des différents travaux des différentes organisations.

Quelle est votre vision souhaitée pour l'avenir du bassin méditerranéen à horizon 2050 ?

Ma vision souhaitée peut être décrite par 5 points :

- "Intégrer l'intégration": aujourd'hui tout le monde fait de l'intégration à son niveau, mais il faut arriver à intégrer toutes ces intégrations entre elles ;
- Faire des concessions: chaque pays veut développer son économie, et pour cela a besoin de ressources marines, côtières etc. Si nous poursuivons avec ce modèle business as usual, nous allons tuer la Méditerranée. Il faut donc faire des concessions (ne pas exploiter à outrance les ressources marines par exemple) ;
- Plus de solidarité: pas uniquement financière, mais également développer des systèmes (collectifs et communs) d'anticipation pour voir les signaux faibles plus rapidement, et ainsi y faire face plus rapidement et efficacement ;
- Développer l'intelligence collective aux niveaux régional, sous-régional, et à l'échelle du bassin : intelligence fondée sur l'innovation, les technologies, les évaluations communes... à une vraie intelligence méditerranéenne.
- Apprendre la Méditerranée, comment la développer ensemble (via le développement d'une chaîne de télévision méditerranéenne, une Université méditerranéenne, ou encore un Observatoire méditerranéen, par exemple).

Quels sont, selon vous, les obstacles qui pourraient se dresser devant la mise en œuvre de votre vision souhaitée ?

Si le fossé continue à se creuser entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, en termes de développement et de capacités ; - Si on ne construit pas de compétences collectives et intégrées au niveau des pays eux-mêmes ; - Si l'instabilité perdure dans la région : perte de capital, de compétences, de savoir-faire, de ressources humaines...

Quels leviers d'action faudrait-il actionner en priorité pour surmonter ces obstacles ?

Il n'existe pas de levier standard ni de recette miracle. Il faut adapter les leviers et les contextualiser en fonction des circonstances des pays. Dans certains pays, c'est la sensibilisation qui fonctionnera le mieux, ailleurs c'est le levier politique, ailleurs le levier économique... La question de l'éducation est centrale en Méditerranée, tout comme celle de la communication, importante à toutes les échelles. Il faut s'appuyer sur les ressources nationales et locales en priorité, en les accompagnant par une expertise, un savoir, ainsi que les expériences réussies et peu coûteuses des pays du Nord et des pays hors Méditerranée.

Une première aire marine protégée (AMP) a vu le jour en Algérie alors qu'il n'y avait pas de cadre législatif : cela montre que quand la volonté politique existe et émane d'une vraie prise de conscience, il est possible de surmonter les autres obstacles. Il est important de réunir décideurs, acteurs économiques et société civile autour de la même table. Aujourd'hui, beaucoup d'interfaces existent entre deux de ces trois parties, mais très peu où les trois parties-prenantes sont réunies. Il est nécessaire également d'impliquer plus de jeunes et de femmes dans les processus de planification et le processus décisionnels, en particulier au niveau local. Autres pistes de leviers d'action : développer et intensifier les activités en réseau, les clusters associant les acteurs du continent et ceux de la mer pour rendre effectif le concept d'interface terre-mer, appuyer les pas du sud à développer des formations (académiques et professionnelles) et des projets de recherche sur la prospective littorale et marine, l'interface terre-mer et la planification spatiale maritime.

MED 2050 Interviews

This interview was conducted as part of MED 2050 participatory foresight exercise. It feeds into module 1, in particular by questioning the interviewees, members of the foresight network, on weak signals and disruption factors that are emerging in the Mediterranean basin. This interview is part of a series of interviews conducted by Anna Goubert, in charge of the construction and animation of MED 2050 network. Some extracts from these interviews appear in the 1st MED2050 Newsletter. Further interviews will be conducted throughout the exercise, in order to feed into the the following modules.



Samir Grimes

Lecturer at the Superior National School of Marine Science and Coastal Planning, Alger

How would you describe the Mediterranean Sea in 3 words ?

Complex - Integration - Uncertainties.

How do you see the evolution of uses and practices in the Mediterranean Sea in recent years ?

The diversification of activities at sea and on land is going extremely fast (faster than our integrated planning capabilities). The relationship between new activities at sea and old ones is not always good (the considerations related to land-sea interactions are not really taken into account in many countries of the southern shore of the Mediterranean, for lack of awareness, appropriate tools and human capacities). The integrated approach is one of our structural weaknesses in the maritime and coastal governance of many countries in the Mediterranean. Emerging activities at sea will have an impact on land and will involve new and sometimes "powerful" Mediterranean and non-Mediterranean actors, particularly from the private economic sector. Investments are very heavy in the Mediterranean:

- Example 1 : Tangier Med Port, Morocco, on the Strait of Gibraltar

- Example 2 : The New Grand Port Center of El Hamdaniain Algeria, which was conceived to link Europe and Asia, particularly to sub-Saharan Africa. This important Port infrastructure should economically and socially impact 7 African countries.

These new activities have a social, economic but also cultural impact (we do not necessarily see it today): example of trans-Saharan roads that will generate new behaviors, new cultures, changes in the relationship between people and their environment...

What can you tell me about the land-sea interface in the Mediterranean? What definition, what evolution(s)?

Before, the scale of the land-sea interface in the Mediterranean was reduced, we saw at the same time the sea and the continent. Today, we take more into account the economic and social development related to this interface, so the scale is changing. Definition of the land-sea interface: space of economic and social opportunities, and reconciliations.

How do the pressures evolve on this interface and how are they scenarized?

The pressures are growing and constantly diversify. The optimistic scenarios have been outdated. Not all scenarios turned out to be out of line, but overall in the Mediterranean, there is a lack of scenarisation and anticipation capabilities, especially in the absence of reliable and comprehensive data. The majority of the scenarios established nowadays is thematic and relates only to a specific segment (tourism, fishing, biodiversity, climate change, energy...). Very few scenarios have been developed integrating pollution, unemployment, the cost of health and climate change effects, for instance. This situation is linked to many uncertainties in the region, including political and geopolitical factors. Few specialists cross analyses to highlight combined effects between different scenarios (environmental, migratory ...). This reflects a model problem, methodological approach, parameter and scale used. Another problem: there is a gap between the North, the South, the East and the West of the Mediterranean: what are the gaps filled with when we don't have the data, human resources or the systems data production necessary? It is almost always the experts of Northern countries who script the Mediterranean's future, while there are many competent people elsewhere.

In your opinion, what are the weak signals and disruption factors that emerge on this land-sea interface, and could lead to change in the short, medium or long term ?

The Mediterranean cannot prosper in the North and not in the South, in the West and not in the East. The Mediterranean's prosperity must be universal, or else everyone will suffer the impacts and undesirable effects. The example of youth unemployment is a weak signal that demonstrates the systemic nature of the issues: a young person who has economic and social comfort is not tempted to fetch red coral (protected species) at sea, or to immigrate illegally. Sustainable development must not forget development itself, and sustainability must not neglect the basics of social well-being. Coastalization also causes big changes on the land-sea interface: a lot of regulatory, institutional, specialized and dedicated agencies at national and regional level are set up... More and more people are living near the sea and its resources. Problem: we create laws, but not the framework that allows the implementation of these laws. Promulgating a law is one thing, but it takes the political will to go, and the operational conditions for implementation. Today the weight of lobbies, formal and informal economic actors is too important for laws to become effective. In many countries today, there are laws and "visible" political will, but no control and monitoring systems, no necessary means or human resources. The environmental and ecological taxation that has been legislated in many countries does not go along with a real device that would cover it and especially ensure that criminalization of law transgression acts is effective and generates resources to support the implementation of environmental policies in the country. The arrival of new actors on the land-sea interface, such as those of medicine and pharmacy, marine biotechnologies, human and animal food processing, offshore marine energy, oil, gas and mining, are also significant weak signals. A lot of money is invested in research laboratories for new drugs or offshore explorations... Maybe it will trigger illegal species extraction that are nowadays not edible by humans, but which can bring back money to these new actors ? Or generate numerous and insufficiently controlled offshore platforms with negative effects on habitats and living marine resources ?

What possible solutions to prevent the negative effects of these weak signals ?

The various international and regional actors (MAP centers, UfM, MedPan, IUCN, FAO, European programs...) must strengthen their collaboration and make better use of synergies between their work, on a daily basis, in order to improve integration and avoid duplication.

It is necessary to work in an integrated, coordinated and coherent way on common targets and objectives, in particular to make more efficient use of financial resources, not very available in the Mediterranean region. Allocating more resources to strategic watch would allow to highlight disruptions that may emerge from the various works of the several organizations.

What is your desired vision for the Mediterranean basin's future by 2050?

My desired vision can be described by 5 points :

- "Integrate integration": today everyone is doing integration at his level, but we must manage to integrate all these integrations between them;
- Make concessions: each country wants to develop its economy, and for this needs marine and coastal resources etc. If we carry on with this business as usual model, we will kill the Mediterranean. We must therefore make concessions (do not over-exploit marine resources for instance);
- More solidarity: not only financial, but also develop systems (collective and common) of anticipation to see weak signals faster, and thus deal with them more quickly and efficiently;
- Develop collective intelligence at regional, subregional and basin levels: intelligence based on innovation, technologies, common assessments... a true Mediterranean intelligence.
- Learn the Mediterranean, how to develop it together (through the development of a Mediterranean television channel, a Mediterranean University, or a Mediterranean Observatory, for instance).

What, in your opinion, are the obstacles that might arise in the implementation of your desired vision?

- If the gap continues to widen between the North and the South of the Mediterranean, in terms of development and capacities;
- If we do not build collective and integrated skills at the country level;
- If instability persists in the region: loss of capital, skills, know-how, human resources...

Which levers of action should be prioritized to overcome these obstacles?

There is no standard lever or miracle recipe. The levers must be adapted and contextualized according to the countries circumstances. In some countries, it is the awareness that will work best, elsewhere it is the political leverage, elsewhere the economic leverage... The education question is central in the Mediterranean, as is the issue of communication, which is important at all levels. We must rely on national and local resources as a priority, accompanying them with expertise, knowledge, as well as the successful and inexpensive experiences of Northern and non-Mediterranean countries. A first marine protected area (MPA) was created in Algeria when there was no legislative framework: this shows that when the political will exists and emanates from a real awareness, it is possible to overcome other obstacles. It is important to bring together policymakers, economic actors and civil society around the same table. Today, many interfaces exist between two of these three parts, but very few where the three stakeholders are gathered. It is also necessary to involve more young people and women in planning processes and decision-making, especially at the local level. Other tracks for action: develop and intensify networking activities, clusters involving actors from the continent and from the sea in order to implement the land-sea interface concept, support Southern countries to develop training (academic and professional) and research projects on coastal and marine foresight, land-sea interface and maritime spatial planning.